

## Les Français ont peur du changement

Les Français ont peur du changement :

- 1) 84% des Français disent « subir » le changement contre seulement 15% qui s'en enthousiasment
- 2) Plus grave, 55% pensent que les changements de notre société ont un impact négatif sur leur vie contre seulement 9% qui pensent que cet impact est globalement positif !

D'ailleurs, depuis 10 ans, les Français pensent que leur situation s'est bien plus dégradée qu'améliorée :

- 3) Sur l'ensemble des dimensions testées sur leur vie quotidienne, 37% estiment que la situation s'est améliorée contre 62% qui pensent qu'elle s'est détériorée... surtout sur la sécurité (74%) et le pouvoir d'achat (80%).
- 4) 54% contre 45% pensent que les différents grands changements visant à protéger l'environnement ne « vont pas dans le bon sens » et 65% contre 34% le pensent concernant les grands changements dans l'Education ainsi que dans la Santé.
- 5) Quant au jugement des Français sur leurs élus et leurs gouvernants, il est sans appel : plus de 8 sur 10 pensent qu'ils ne les protègent pas (83%) et ne les respectent pas (84%)

Mais la tâche de nos gouvernants n'est pas facile, les Français le reconnaissent :

- 6) D'abord, 56% d'entre eux pensent que la société française est résistante au changement
- 7) Ensuite, leurs exigences sont bien difficiles à satisfaire car si le pouvoir d'achat est leur préoccupation n°1, en étant 2,5 fois plus importante à leurs yeux que « le respect de l'environnement » (6<sup>ème</sup> attente seulement), les Français refusent de choisir entre « fin du monde » et « fin du mois » et demandent à leurs gouvernants, à la fois de préserver leur pouvoir d'achat ET d'agir pour la préservation de l'environnement.

Et les gouvernants doivent y parvenir sans « toucher à la bagnole » car les trois-quarts des Français sont opposés à l'interdiction d'ici à 2035 de la vente de véhicules neufs thermiques et à l'augmentation du prix du stationnement pour ces véhicules dans les centres-villes.

Bref, à l'heure où un nouveau gouvernement est encore attendu, la tâche de nos futurs gouvernants ne sera pas aisée pour réconcilier les Français avec le changement.

## Synthèse détaillée du sondage

### **1) Les Français subissent le changement et sont persuadés que la situation de la société se dégrade depuis 10 ans**

Plus de 8 Français sur 10 (84%) déclarent subir le changement (souvent sans en comprendre le sens) contre seulement 15% qui s'en enthousiasment.

Pire encore, 55% des Français pensent que les changements que traverse notre société ont un impact négatif sur leur vie, leur mode de vie et leur pouvoir d'achat contre seulement 9% qui pensent que cet impact est globalement positif ! Ce sentiment est particulièrement marqué chez les Français les plus modestes (60%), les ouvriers (65%) et les 35-49 ans (68%).

#### **D'ailleurs, en 10 ans, les Français pensent que la situation de leur vie quotidienne s'est bien plus dégradée qu'améliorée :**

Sur les 14 dimensions concernant leur vie quotidienne testées dans l'étude, 12 d'entre elles sont perçues par une majorité de Français comme étant en voie de détérioration contre seulement 2 en (légère) voie d'amélioration. En moyenne, sur l'ensemble de ces dimensions, 37% estiment que la situation s'est plutôt améliorée et 62% qu'elle s'est plutôt détériorée. Sur la sécurité (74%) et le pouvoir d'achat (80%), dimensions clés pour les Français, la dégradation perçue est particulièrement unanime dans l'opinion.

**La tendance est la même s'agissant des grands domaines de l'action de l'Etat, sur l'Environnement, la Santé ou encore l'Education.**

**Ainsi, les changements mis en place ces derniers années pour protéger l'environnement sont le plus souvent rejetés :**

Sur les 9 domaines testés, 3 sont majoritairement approuvés et 6 sont majoritairement rejetés. Le développement des mobilités douces (67% d'approbation), l'incitation à limiter le chauffage (63%) ou l'incitation à prendre le train plutôt que l'avion (61%) sont des changements jugés positivement, mais tous les autres suscitent une majorité d'opposition (63% en moyenne sur les 6 autres). Résultat, en moyenne sur les 9 changements testés, 54% des Français pensent qu'ils ne vont pas dans le bon sens contre 45% qui estiment qu'ils vont dans le bon sens. Deux changements en pleine actualité suscitent particulièrement d'opposition, ils concernent la voiture : les trois-quarts des Français sont ainsi opposés à l'interdiction d'ici à 2035 de la vente de véhicules neufs thermiques (74%) et à l'augmentation du prix du stationnement pour ces véhicules dans les centres-villes (77%).

**Les changements concernant la santé sont perçus encore plus négativement :**

Sur les 8 grands changements testés, en moyenne 65% des Français estiment que les choses « ne vont pas dans le bon sens depuis ces dernières années » contre 34% qui pensent qu'elles « vont dans le bon sens ». Dans le détail 6 de ces changements sont jugés négativement par plus de 6 Français sur 10 (73% de rejet en moyenne sur les 6), 1 est à 50/50 (sur l'espérance

de vie, 50% des Français pensent que les choses vont « dans le bon sens ») et 1 seul changement est majoritairement perçu positivement, le dépistage et l'efficacité des traitements des maladies graves comme le cancer (64% « dans le bon sens »).

Les jugements sont particulièrement sévères sur le remboursement des médicaments (69% « pas dans le bon sens »), les délais de rendez-vous avec un médecin (79%) et surtout sur le montant des assurances (82%).

**Enfin, sur l'Education** aussi le sentiment de dégradation est particulièrement marqué :

Sur les 7 grands changements intervenus ces dernières années, 1 seul est perçu comme allant dans le bon sens par une très courte majorité de Français (51% sur le contrôle continu) et tous les autres sont perçus comme allant dans le mauvais sens par une nette majorité. En moyenne 65% des Français estiment que ces changements « ne vont pas dans le bon sens ». C'est notamment le cas de la réforme du Bac (65%), de Parcoursup (65%) et plus encore de la fin de la dictée (87%)

## **2) Les Français reconnaissent leur « résistance au changement » et leur défiance à l'égard de leurs gouvernants**

Faire bouger nos concitoyens et leur faire accepter le changement n'est pas si facile, ils en conviennent bien : 56% des Français pensent que la société française est bien « résistante au changement ».

Mais selon eux, cette résistance au changement ne provient pas tant d'une peur atavique du changement (23%) ou d'une incompréhension de celui-ci (23%) mais bien plutôt du corporatisme des uns et des autres (51%) qui n'acceptent le changement que s'il ne leur coûte pas et d'un manque de confiance envers les élites politiques (58%)

**D'ailleurs, le jugement des Français sur leurs gouvernants est particulièrement négatif :**

Plus de 8 sur 10 pensent notamment qu'ils ne les protègent pas (83%), ne les respectent pas (84%) et ne les écoutent pas (90%). Dans la période si particulière que nous traversons (au moment de choisir un « PM » et un gouvernement), nos concitoyens pensent aussi que leurs élus n'agissent pas pour maintenir la Nation unie (86%), ne les associent pas aux décisions qui les concernent (90%) et ne leur proposent pas un projet de société clair et fédérateur (91%).

**En moyenne**, sur l'ensemble des 6 items testés, **12%** jugent positivement leurs gouvernants contre **87%** qui les jugent négativement.

**Mais la tâche de nos gouvernants n'est pas facile :**

Au palmarès des principales attentes des Français à l'égard de leur gouvernement, le pouvoir d'achat continue d'occuper très largement la première place : avec 46% de citations, il se situe 11 points devant la maîtrise des dépenses publiques (2<sup>ème</sup> malgré la dette abyssale), 18 points devant la sécurité (3<sup>ème</sup>) et 23 points devant le chômage (4<sup>ème</sup>) malgré l'avalanche de plans

sociaux en cours. Surtout, le pouvoir d'achat écrase totalement « le respect de l'environnement » (6<sup>ème</sup>) en recueillant 2,5 fois plus de citations.

**Pourtant**, les Français refusent de choisir entre « fin du monde » et « fin du mois » !

Pour eux, agir pour l'un et l'autre n'est pas incompatible : la plupart de nos concitoyens (48%) demandent en effet à leurs gouvernants, à la fois de préserver leur pouvoir d'achat ET d'agir pour la préservation de l'environnement.

Toutefois, ceux qui font un choix entre les deux options privilégient deux fois plus souvent (35% vs 16%) le pouvoir d'achat et donc la « fin du mois », plutôt que la préservation de l'environnement, c'est-à-dire la « fin du monde ».

Cette propension à privilégier « la fin du mois » avant tout et à l'exclusion de « la fin du monde » est, logiquement, particulièrement marquée auprès des catégories populaires (43%) et notamment des ouvriers (48%).

Mais même ces catégories, particulièrement en demande de « pouvoir d'achat » sont une majorité à penser que l'on peut tout de même « en même temps » ou même « en priorité » agir aussi pour la préservation de l'environnement.

Cette demande d'une majorité de Français de ne pas oublier « la fin du monde » tout en privilégiant leurs problématiques urgentes de « fin du mois » ne date pas de cette année mais consacre une rupture par rapport à la décennie précédente.

Ainsi, l'année dernière déjà, en 2023, sur une autre question posée par Odoxa depuis de nombreuses années, 60% des Français estimaient que l'on devait « poursuivre les politiques d'environnement en période de crise car elles n'étaient pas incompatibles avec la croissance et l'emploi » ... or, en 2015, ils n'étaient qu'une minorité de 47% à le penser.

***Gaël Sliman, président d'Odoxa***